

Le taux de prélèvements obligatoires rapporté au PIB est certes un excellent indicateur d'ordre macroéconomique pour mesurer la pression fiscale d'un pays et élaborer des comparaisons internationales, il n'en demeure pas moins abscons pour un individu qui désire évaluer ce que l'État prélève concrètement chaque année sur son revenu. Pour ce faire, l'institut économique Molinari³ propose annuellement une étude établissant le jour de l'année où les contribuables d'un pays auront achevé de payer la totalité de leurs prélèvements obligatoires. Pour la France, l'institut a évalué cette date au 26 juillet, soit 56,5 % d'une année, faisant

1. <http://objectifs2012.croissanceplus.com/2012/03/restaurer-la-competitivite-sociale-et-fiscale-de-la-france/>

2. <http://www.captaineconomics.fr/actualite-economique/item/67-les-depenses-publiques-en-france-meme-pas-dans-le-top-3-mondial>

3. http://lexpansion.lexpress.fr/economie/le-26-juillet-jour-de-la-liberation-fiscale-en-france_317314.html

L'insupportable pression fiscale

du contribuable moyen français l'un des rares à passer plus de la moitié de l'année à travailler pour l'État. Pour parvenir à ce chiffre que les médias ont pris grand soin de taire, l'institut a calculé le taux de charges et de prélèvements réels (TVA, charges sociales, impôt sur le revenu, etc.) qu'il a ensuite rapporté au salaire moyen français. Selon lui, la France serait l'avant-dernier pays de l'Union européenne à libérer ses contribuables, juste avant la Belgique. Preuve que la pression fiscale s'accroît, nous reculons d'une place par rapport à l'année dernière. En comparaison, les Chypriotes ont fini de payer leurs impôts le 13 mars¹, les Anglais le 12 mai, les Finlandais le 14 juin, les Hollandais le 18 juin. Plus proches de nous, mais mieux lotis quand même, les pays au système social comparable au nôtre : les Suédois sont libres d'impôts le 7 juillet et les Allemands le 12 juillet, ce qui fait tout de même une différence conséquente.